

# **le pouvoir aux travailleurs**

**mensuel trotskyste**

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 25 mai 2014

N° 402

PRIX : 0,60 Euro



**AU NIGERIA COMME AILLEURS**

**LES MOUVEMENTS ISLAMISTES**

**SONT DES ENNEMIS DES TRAVAILLEURS**

**SOMMAIRE AU VERSO**

## SOMMAIRE

### Editorial

Au Nigeria comme ailleurs les mouvements islamistes sont des ennemis des travailleurs

Pages 4 et 5

-Mali : Après la déroute de l'armée à Kidal

-Où va l'argent de l'Etat ?

Page 6

Côte d'Ivoire : Région ouest : barbarie et xénophobie sur fond de banditisme

Page 7

Tchad : grèves et manifestations de mécontentement se multiplient

Page 8

Afrique du Sud : solidarité avec les mineurs en grève

Page 9

Madagascar : des courbettes pour les capitalistes des discours creux pour les classes pauvres

### ABONNEMENT

France : (En tarif réduit)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

### ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

Notre site internet:  
[www.uatci.org](http://www.uatci.org)

## AU NIGERIA COMME AILLEURS LES MOUVEMENTS ISLAMISTES SONT DES ENNEMIS DES TRAVAILLEURS

*Près d'un mois et demi après l'enlèvement de plus de 200 jeunes lycéennes dans la ville de Chibok (dans l'Etat de Borno, au Nord-est du Nigéria), par le groupe islamiste Boko Haram, les ravisseurs sont toujours dans la nature et continuent de narguer les autorités de ce pays.*

*Le gouvernement nigérian semble complètement impuissant devant la montée des mouvements intégristes musulmans. Ceux-ci tuent, volent, pillent et incendient en toute impunité, plus particulièrement dans les Etats du Nord. Dans un communiqué audiovisuel, à la manière des groupes d'Al Qaïda, un chef local du groupe Boko Haram a expliqué qu'il allait vendre ces jeunes filles pour les marier de force et que lui-même en prendrait deux.*

*Ces gens-là sont des barbares et des assassins. Selon leurs concepts moyenâgeux, les filles n'ont pas le droit à l'éducation parce que ce serait "haram" (un péché en islam). Tous ceux qui ne respectent pas leurs règles de conduite subissent leurs violences. Ils ont déjà assassiné des milliers de personnes, brûlé des villages entiers tout simplement parce que les habitants n'étaient pas des musulmans. Des églises ont aussi été incendiées. Ils s'en prennent aussi aux enseignants qu'ils n'hésitent pas à tuer parce qu'en acceptant d'éduquer les jeunes filles, ils commettraient un pêcher vis-à-vis du coran. Ainsi 173 enseignants auraient été assassinés dans les Etats de Borno et de Yobé depuis le début de la violence des islamistes.*

*Comment ces gens-là ont-ils pu kidnapper autant de lycéennes et ensuite les transporter par un convoi de plusieurs véhicules jusqu'à un lieu secret sans que les forces nigérianes ne s'en rendent compte ? De nombreux témoins ont affirmé que la police a été mise au courant plusieurs heures avant, mais elle est restée passive. Boko Haram a probablement des ramifications au sein de l'appareil d'Etat nigérian sinon il n'agirait pas aussi facilement.*

*Malgré la menace qui pèse sur eux, certains parents d'élèves ont osé accuser publiquement l'inaction des autorités de ce pays face aux mouvements islamistes. Ils se sont organisés pour manifester leur mécontentement, notamment à Abuja la capitale politique du Nigéria. Ils réclament une action énergique de l'Etat pour libérer les lycéennes. Dans plusieurs villes du pays, des enseignants se sont également mis en grève et ont manifesté pour réclamer plus de protection de la part des autorités publiques, des indemnités pour les familles de ceux qui ont été assassinés par les islamistes. Ils ont aussi mis en avant des revendications d'ordre salarial.*

*Goodluck Jonathan, le président nigérian qui ne rate aucune occasion de vanter que son pays est devenu "la première puissance*

économique de l'Afrique", est confronté à deux questions épineuses : celle de la montée et de la radicalisation des mouvements islamistes (Boko Haram n'en est qu'un parmi tant d'autres) d'un côté, et la contestation sociale de l'autre. La mobilisation des parents et des enseignants n'en est qu'à ses débuts et il n'est pas impossible qu'elle fasse tache d'huile.

De nombreux autres pays africains sont confrontés à la montée des mouvements islamistes. On les a vus à l'œuvre au Nord du Mali, à Tombouctou et à Gao notamment. Lorsqu'ils ont pris le pouvoir dans ces villes, ils se sont surtout distingués dans la terreur envers les habitants en mettant en avant la Charia (loi islamique) : obligation pour les femmes de porter le voile, interdiction pour elles de sortir non accompagnées de leur mari ou d'un membre de la famille, interdiction pour tous de regarder la télévision, de fumer une cigarette, de jouer au ballon, de sortir le soir, etc. Pour un oui ou pour un non ils ont lapidé des femmes accusées d'adultère, coupé des mains aux petites gens accusés de larcin, fouetté des gens accusés de n'importe quoi.

Le pouvoir qu'ils ont exercé durant quelques mois dans le nord du Mali a laissé des traces indélébiles de leur barbarie. Sur le continent africain, ils sont déjà présents en Algérie, Lybie, Mauritanie, au Niger, Cameroun, Kenya, en Tanzanie, entre autres. Peut-être que demain ils séviront au Sénégal, en Gambie, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso ou en Guinée. Ce sont les mêmes ou leurs semblables qui sévissent,

en Afghanistan, au Pakistan, en Indonésie et ailleurs.

Dans une situation internationale marquée par la crise économique qui fait basculer de plus en plus de personnes dans la misère, les mouvements de ce genre ont encore plus de facilité pour se renforcer en profitant de la détresse sociale. Leur montée dans les pays pauvres, là où la population musulmane est importante, est à comparer à celle des mouvements d'extrême droite dans les pays d'Europe. Ce sont des ennemis des travailleurs et plus généralement de tous ceux qui aspirent à un progrès social et humain.

Les dirigeants des pays occidentaux comme Hollande ou Obama qui font semblant de se mobiliser pour soi-disant mettre fin aux activités terroristes des mouvements islamistes en Afrique et ailleurs, sont doublement hypocrites. C'est leur politique consistant à appauvrir encore plus les travailleurs et les couches populaires, pour engraisser toujours plus les grands capitalistes et les banquiers, qui réduit des millions de personnes à la misère. Cela favorise les mouvements réactionnaires les plus extrémistes. Et en soutenant nos dictateurs locaux, ils ne font que maintenir les populations africaines dans la misère et dans l'oppression.

Face aux mouvements islamistes qui veulent imposer leurs pratiques barbares, les travailleurs et l'ensemble des populations pauvres d'Afrique ne peuvent compter que sur leur mobilisation et leurs luttes pour défendre leurs intérêts d'exploités et d'opprimés.

## MALI

### APRÈS LA DÉROUTE DE L'ARMÉE MALIENNE À KIDAL

Le Premier ministre malien, Moussa Mara, a voulu faire de sa visite officielle du 17 mai dernier à Kidal, une démonstration de la prise en main par l'État malien de ce bastion du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad). Cette démonstration de force s'est transformée en fiasco total. A peine a-t-il posé le pied au siège du gouvernement de Kidal, pourtant bien gardé par un contingent de l'armée malienne, qu'il a été attaqué par les hommes armés du MNLA. Il y a eu plusieurs morts du côté des militaires maliens. Un préfet et un sous-préfet ont également été tués. Certaines

personnalités officielles et des militaires ont été capturés et emmenés comme prisonniers par le MNLA.

A Bamako, cette attaque du MNLA a provoqué une poussée de fièvre nationaliste, plus particulièrement dans le milieu de la petite bourgeoisie partisan du "Mali, un et indivisible". Aussitôt, des manifestations plus ou moins spontanées ont eu lieu à Bamako pour soutenir l'armée malienne. Certains ont crié leur colère contre la Minusma (Force de l'ONU au Mali) mais aussi contre les forces françaises de Serval

qui, selon eux, ne veulent pas désarmer le MNLA.



Marche de soutien à l'armée malienne, à Bamako

Encouragés par cette poussée nationaliste, certains généraux de l'armée malienne se sont sentis pousser des ailes. Trois jours après leur échec à Kidal, ils ont voulu jouer aux gros bras en tentant de reprendre possession des bâtiments de l'Etat malien à Kidal. Ce fut une nouvelle débâcle lamentable. Plusieurs dizaines de soldats y ont perdu la vie. L'armée a fait surtout la démonstration de son impuissance face aux mouvements indépendantistes touaregs.

Le président malien lui-même reconnaît que cette aventure militaire à Kidal a été une erreur et parle de privilégier plutôt la poursuite des "négociations" engagées avec le MNLA et les autres mouvements indépendantistes, selon les accords signés à Ouagadougou le 13 juin 2013.

Ce n'est pas la première fois que l'armée malienne essuie un échec au Nord du Mali. On se rappelle de ses cuisantes défaites à Aguel'hoc, Ménaka et Tessalit lors des affrontements avec les forces rebelles. Les "*vaillants soldats*" (comme les qualifie la presse malienne pro-gouvernementale) ont détalé comme des lapins devant les assauts des groupes armés du MNLA, abandonnant armes et bagages. Rappelons que ce sont les officiers les plus fanfarons qui ont détalé les premiers, suivis par les soldats de base. C'est peut-être l'envie de prendre la revanche sur les humiliations qu'ils ont subies qui a poussé certains généraux de l'armée malienne à tenter de reprendre Kidal. Cette nouvelle débandade va peut-être obliger certains va-t-en-guerre à réfléchir par deux fois avant de lancer une nouvelle offensive.

Il est difficile de savoir ce qui se mijote au sein de l'état-major de l'armée malienne et au sommet de l'appareil d'Etat. Certains ne veulent probablement pas entendre parler de "*négociation*" avec le MNLA. Mais entre leur envie d'en découdre et leur capacité de la réaliser, il y a un fossé qui ne dépend pas que d'eux. Le vrai maître de la politique du gouvernement malien reste avant tout l'ancienne puissance coloniale. C'est elle qui dicte au président malien la politique qu'il doit mener. Cela provoque quelques grincements de dents et cela se voit parfois à travers des manifestations de rue plus ou moins téléguidées par le pouvoir.

Après ce nouveau fiasco à Kidal, des nouvelles manifestations de soutien à l'armée ont eu lieu à Bamako. A l'appel de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM), des milliers de Maliens ont marché le 22 mai vers la Primature à Bamako pour apporter leur soutien à l'armée et au gouvernement. Dans son discours devant le Premier ministre, le secrétaire général de l'UNTM, au nom des travailleurs maliens, a vanté le courage de l'armée, approuvé son coup de force à Kidal et il a surtout dit tout haut ce que le gouvernement malien pense tout bas de l'attitude de la France et de l'ONU au Mali.

Les travailleurs maliens n'ont aucun intérêt à approuver les discours nationalistes et anti-touareg de ceux qui prétendent parler en leur nom. Prendre la défense de l'Etat malien et de l'armée malienne, c'est tendre le bâton aux ennemis des travailleurs et des petits paysans. C'est encourager et applaudir cette bande de voleurs et d'assassins qui dirige ce pays. Dans cette situation où le nationalisme et le chauvinisme gagnent du terrain, les travailleurs ont plutôt intérêt à mettre en avant ce qui les unit par de-là leur région ou leur ethnie d'origine. Ils ont des revendications spécifiques du monde du travail à mettre en avant, comme l'augmentation des salaires, l'amélioration de leurs conditions d'existence, la lutte contre le détournement des fonds publics et la corruption, l'amélioration des écoles publiques, des hôpitaux publics, des infrastructures d'eau potable, etc. Mais au lieu d'aider les travailleurs à mettre en avant ces revendications, c'est-à-dire de les aider à combattre le gouvernement qui est le premier responsable de cette situation, les dirigeants de l'UNTM cherchent plutôt à jouer aux lèches-bottes des ennemis des travailleurs.

## MALI

### **OÙ VA L'ARGENT DE L'ÉTAT ?**

Le gouvernement malien quémande de l'argent après des bailleurs de fonds sous prétexte de l'aider à "*développer l'économie malienne*". Mais l'argent de l'Etat est dilapidé dans des dépenses inutiles comme pour l'achat d'un avion présidentiel pour IBK qui a coûté entre 17 et 20 milliards de francs CFA. Plus de 150 millions d'Euros ont récemment servis à acheter des armes pour soi-disant "moderniser" l'armée malienne.

Voilà comment sont vidées les caisses de l'Etat.

C'est sûr que toutes ces sommes auraient pu être utilisées pour améliorer le quotidien des populations en matière d'infrastructures utiles qui font cruellement défaut dans ce pays. Mais au lieu de cela, IBK les dilapide pour son propre compte, pour celui de son clan et aussi pour renforcer l'armée afin d'opprimer encore plus sa population.

## CÔTE D'IVOIRE

### **RÉGION OUEST : BARBARIE XÉNOPHOBIE SUR FOND DE BANDITISME !**

Une attaque meurtrière du village de Fateh, frontalier au Libéria dans la région de Grabo a fait 5 morts brûlés vifs et plusieurs maisons pillées et brûlées. Cela s'est passé le 15 mai. Les victimes sont exclusivement des Burkinabé et des Maliens.

Les bandits armés sont d'ex-miliciens pro-Gbagbo, opposés en son temps aux Forces nouvelles de Soro Guillaume. Ils vivent de rapines et commettent leurs exactions tout le long de la frontière. Ce sont eux qui alimentent ainsi les sentiments ethnistes et xénophobes, favorisés par les problèmes de terre récurrents dans cette région.

Ce genre d'attaques est courant, depuis l'installation du nouveau pouvoir en 2011. Comme c'est de coutume, des ministres y sont dépêchés pour faire du cinéma. Cette fois-ci, la délégation a été conduite par Anne Ouloto, ministre de la Femme. Elle a hypocritement fait mine de ne pas comprendre les raisons de ces attaques et a demandé aux chefs coutumiers : *« que se passe-t-il à Grabo, qui attaque et pourquoi ? Le chef de l'Etat veut savoir pour mieux vous aider »*.

Paroles de politiciens ! Ces gens n'ignorent pas les massacres réguliers de populations dans cette région par des milices

interposées. Cela, depuis une quinzaine d'années. Certains d'entre eux ont d'ailleurs été commis par les Frci elles-mêmes, ou d'autres milices qui leurs sont liées ! N'est-ce pas les gens aujourd'hui au pouvoir qui ont avancé le chiffre de plus de 1000 personnes massacrées, essentiellement dans cette région, rien que depuis 2010 ? Pas plus que ces gens n'ignorent les graves problèmes de terre qui y sont bien souvent liés.

C'est pour toutes ces raisons que les différentes populations qui coexistent dans cette région vivent dans la peur et la méfiance. D'autres massacres aussi barbares peuvent survenir demain. Et comme à chaque fois, le gouvernement ne fera rien à part quelques discours hypocrites !

Ce sera ainsi, tant que les Cargill, les Nestlé et autres gros négociants en cacao continueront à faire de bonnes affaires dans la région. De même pour les Michelin et autre Billon qui s'enrichissent de la production de l'hévéa.

Tant que les affaires seront prospères pour les plus gros, le gouvernement s'accommodera de ces massacres et continuera à faire semblant de ne pas comprendre ce qui se passe.

CÔTE D'IVOIRE

**QUAND UN RICHE PRÉTEND LUTTER  
CONTRE LA CHERTÉ DE LA VIE !**

Jean-Louis Billon, homme d'affaires de son état et actuellement ministre du Commerce, a fait récemment son cinéma en se rendant lui-même avec son équipe au marché d'Anono-Cocody pour vérifier la conformité de la balance d'une boucherie. Il aurait ainsi constaté avec satisfaction que la balance n'était pas truquée et a déclaré que « *lorsque les instruments ne respectent pas les mesures recommandées, ce sont les populations qui paient encore plus cher* ». Il a saisi l'occasion pour annoncer que ses équipes feront bientôt la tournée des vendeurs et sévir.

A n'en pas douter, ce sera encore une occasion de racketter les petits vendeurs et de les présenter comme étant les responsables de la cherté de la vie que subissent les populations pauvres.

Il est bien entendu qu'il ne viendrait pas à l'esprit de ce ministre d'obliger les employeurs à augmenter les salaires des travailleurs qui sont bloqués depuis 25 ans ! Cela d'autant moins qu'on dit de ce Billon qu'il est, avec sa famille, le premier employeur du pays après l'Etat, avec 27.000 salariés !

**MÊME AVEC LES FRAIS DE RACCORDEMENT  
DE LA CIE À 1.000 F, LE COURANT PARALLÈLE  
A ENCORE DE BEAUX JOURS DEVANT LUI**

Le porte-parole du gouvernement a annoncé le 17 mai que le raccordement à la CIE va passer de 150.000 F à 1.000 F. Les 150.000 F sont maintenus, mais les paiements s'étaleront sur 10 ans. Cela a été ressenti à juste titre comme un soulagement par beaucoup de petites gens car ce montant trop élevé a très souvent été un frein à leur accès à l'électricité.

Mais ce n'est pas là, la seule barrière. Pour avoir un nouveau compteur, Il faut s'acquitter de différents frais. Il faut d'abord faire une installation électrique qui répond aux normes. Ensuite, il faut payer les services d'une entreprise qui est la SECUREL. Elle est chargée de contrôler les installations. Le coût minimal est de 30.000 F, pour avoir le quitus de la CIE sans quoi il est impossible d'avoir un compteur à la CIE. Ensuite il y a les frais à payer pour la pose du tableau de la CIE qui varient entre 70.000 F et 100.000 F. Enfin, il y a les frais de pose du compteur qui commence à 7.000 F en fonction de l'ampérage demandé.

C'est tout ça qui a favorisé l'émergence de réseaux parallèles d'approvisionnement en électricité dans les quartiers populaires. Ces

branchements sont organisés par des individus fonctionnant comme un réseau de faussaires. Ils détournent le courant des lignes de la CIE. Avec eux le client paye un tarif fixe chaque mois. Cela fait perdre des milliards de francs à l'Etat et à la CIE. Cela met aussi en danger la vie des habitants de ces quartiers car ces branchements à la sauvette se font sans aucun respect des normes de sécurité. Mais pour la CIE comme pour l'Etat le principal souci c'est la perte d'argent.

C'est pour combattre donc ces réseaux parallèles, que déjà, bien avant l'effet d'annonce du gouvernement, la CIE faisait des promotions d'abonnement avec des facilités de paiement. La somme des différents frais est étalée par tranche de 5.000 F sur les factures jusqu'à leur épurement.

Ces mesures n'ont pas suffi à éradiquer les branchements parallèles. La nouvelle mesure s'inscrit aussi dans la même veine. Le résultat ne sera pas meilleur, même si elle permettra à quelques personnes d'avoir l'électricité, pour beaucoup encore la solution restera les branchements parallèles.

## TCHAD

### GRÈVES ET DIVERSES MANIFESTATIONS DE MÉCONTENTEMENT SE MULTIPLIENT

Depuis un certain temps des grèves et diverses manifestations hostiles au gouvernement, aussi bien dans le secteur public que celui du privé, se multiplient dans le pays. En voici quelques exemples :

Le 14 mars dernier, le syndicat national des Médecins tchadiens a appelé à observer une grève de deux jours pour protester contre l'assassinat crapuleux, à Ndjaména, en plein jour, d'un médecin, par des criminels qui se sont emparés de sa moto. Des dirigeants de ce syndicat qui ont été reçus par le Premier ministre, ont exigé que justice soit rendue.

Le 19 mai, ce sont les avocats qui sont entrés en grève pour protester contre les poursuites à l'encontre des confrères et un huissier, accusés à tort, d'escroquerie dans le cadre d'un conflit social.

Récemment, une centaine de réfugiés tchadiens refoulés de la Centrafrique, mal accueillis, ont occupé pendant quelques heures, une radio de la capitale pour manifester leur mécontentement et témoigner de leurs conditions déplorable dans des camps.

Mais la grève qui a fait tache d'huile est celle des travailleurs du secteur pétrolier : le 9 mars, plus d'un millier d'employés des entreprises du pétrole de Bongor et de Moundou (au sud du Tchad) sont de nouveau entrés en grève pour réclamer cette fois, essentiellement, une augmentation de salaire qui leur a été promise lors des négociations passées. Un délégué du syndicat des travailleurs au sein des entreprises chinoises explique : « *Nous sommes encore repartis à la table des négociations, et là, les gens nous ont fait une proposition de 2 % sur notre salaire. Or nous, on a demandé 200 %. Par rapport à ce qu'on a demandé, leur proposition c'est une injure à notre égard. Et on ne peut pas accepter. Quand on quitte Ndjaména pour le chantier, c'est 400 kilomètres. Et là, les gens nous donnent 3 000 francs pour ces trajets. Et c'est avec ça qu'on doit payer le taxi de chez*

*nous jusqu'au bureau, et puis prendre la route pour le chantier. Et avec 3 000 francs ça ne peut pas marcher ».*



Le ministre du Pétrole (chemise rayée et lunettes de soleil) lors d'une précédente visite sur le terrain

Rappelons que les travailleurs de ce secteur pétrolier avaient décidé en janvier 2013 d'élire leurs délégués pour leur permettre de mener légalement leurs luttes. Mais la direction avait refusé de reconnaître leurs représentants. Ils s'étaient mis en grève de trois jours reconductibles, pour la reconnaissance des délégués, mais aussi l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, la revalorisation des salaires de 200% et le départ de certains directeurs hostiles à la mise en place d'un syndicat.

Au troisième jour de grève, la direction avait accepté de négocier ; elle avait reconnu les représentants des travailleurs et promis d'augmenter les salaires. Mais jusqu'à présent, elle n'a rien fait. Alors le 9 mai dernier, les travailleurs sont repartis en grève.

Ce sont les conditions de vie difficiles qui poussent les travailleurs à manifester pour des augmentations de salaires. Les prix des produits de base tels que le mil, le riz, la viande ou le poisson sur les marchés continuent de grimper

alors que les salaires ne suivent pas. Le smig porté par décret présidentiel de 30.000 franc CFA à 60.000 CFA n'est pas appliqué dans les faits. Si les travailleurs et les petites gens vivent dans la misère, ce n'est pas le cas d'une petite couche de parasites privilégiés qui, grâce aux détournements des retombées des revenus pétroliers, vivent dans un luxe insolent. Un nouveau quartier de ces « nouveaux riches » est construit de toutes pièces au nord de la capitale. Dans ce quartier l'électricité et l'eau potable ne manquent pas, jour comme nuit, alors que dans

les anciens et nouveaux quartiers populaires, le courant et l'eau potable manquent ou n'existent pas.

Les travailleurs ne baissent pas les bras ; ils continuent de se battre pour les augmentations des salaires et l'amélioration de leurs conditions de vie. Mais les patrons et les dirigeants politiques à leur service refusent de les satisfaire. Peut-être qu'il faudrait un coup de colère du monde du travail et des catégories sociales déshéritées, leur faire peur, pour les obliger à satisfaire leurs revendications légitimes.

## AFRIQUE DU SUD

### **SOLIDARITÉ AVEC LES MINEURS EN GRÈVE**

Cela fait quatre mois que 80 000 mineurs du platine sont en grève en Afrique du Sud pour des augmentations de salaire. Ils réclament un salaire de 12 500 rands (825 euros). Ce ne serait que justice que les compagnies minières accordent les augmentations réclamées par les travailleurs car durant des dizaines d'années que ces mines existent, ces compagnies et leurs actionnaires ont réalisé des profits colossaux sur la sueur des travailleurs mais aussi sur leur sang car beaucoup sont blessés gravement au fond des galeries réputées dangereuses voire meurtrières .



*Des mineurs en grève à Marikana (Afrique du Sud) le 14 mai 2014*

En face des mineurs il y a d'abord les patrons de trois firmes, parmi les plus puissantes au monde ; Il y a aussi le gouvernement Sud-africain qui demande aux patrons de ne pas céder et qui envoie sa police harceler les grévistes et leurs familles jusque dans les habitations précaires jouxtant les mines. Le président Jacob Zuma a lancé un appel à mettre fin au mouvement et sa ministre des Ressources minières est montée au créneau pour s'assurer que les compagnies minières restent unies et ne

cèdent pas. L'une d'entre elles, Impala Platinum, qui était sur le point de céder, a été sommée de ne pas faire de concession aux grévistes.

Une autre de ces compagnies a tenté de faire tourner sa mine avec des personnes non grévistes. Ce fut un échec car les partisans du syndicat AMCU, majoritaire dans le mouvement, se sont opposés physiquement à cet enrôlement. Ce syndicat, majoritaire dans ce secteur depuis que son rival le NUM lié à la centrale syndicale nationale COSATU et à l'ANC au pouvoir, s'est révélé être complètement corrompu et incapable de porter les aspirations des mineurs du platine.

C'est dans la lutte anti-apartheid que l'ANC et le COSATU se sont forgés. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'aux années 90, des milliers, des dizaines de milliers de militants ont défendu, génération après génération, la cause noire, et aussi la cause ouvrière, qui étaient sinon confondues, du moins fortement imbriquées. Le Parti Communiste d'Afrique du Sud en a regroupé toute une partie. Et il a mis leur énergie, leur dévouement, leur combativité, leur audience, au service des dirigeants nationalistes de l'ANC. Ceux-ci, arrivés au pouvoir, ont révélé au grand jour qu'ils étaient, au mieux, des serviteurs désintéressés, de la bourgeoisie, et au pire, des carriéristes corrompus à la Jacob Zuma. Et la combativité des masses noires s'est épuisée en vain, comme celle des masses algériennes trahies par le FLN qu'elles avaient porté au pouvoir.

Aujourd'hui, les luttes que mènent les responsables d'AMCU visent en partie les compagnies minières et l'exploitation qu'elles imposent aux travailleurs. Mais ce syndicat se sert aussi de la combativité des travailleurs pour s'imposer comme unique représentant des travailleurs c'est-à-dire avoir le monopole syndical dont jouissait le NUM auprès des patrons des mines auparavant. Ces deux appareils n'hésitent pas à recourir à des méthodes de gangsters pour se combattre mutuellement avec la peau des travailleurs, ceux-là même qu'ils prétendent défendre. Cinq personnes ont été assassinées à l'arme blanche depuis le début du mois de mai.

La détermination des travailleurs de ce secteur est grande. Rappelons qu'en août 2012, bien que la police ait fait 34 morts dans leurs rangs, les travailleurs n'ont accepté de reprendre le travail qu'après que les compagnies ont annoncé des engagements. Ces promesses sont restées lettre morte, alimentant un légitime sentiment de frustration parmi les grévistes. Ce sentiment, associé aux conditions de vie misérables qu'eux-mêmes et leurs familles mènent dans les taudis insalubres qui leur tiennent lieu d'habitation, dépourvus de toute

infrastructure sanitaire, sont pour beaucoup dans la colère et la détermination des travailleurs.

Mais la force des mineurs du platine ce n'est pas seulement le degré de radicalité. C'est aussi la conscience de classe, le dévouement à la cause des travailleurs dont un certain nombre de militants peuvent faire preuve. Ces militants existent. Ils ne peuvent pas ne pas exister au sein d'un mouvement de l'ampleur de celui des mineurs. Ils sont forcément des dizaines, voire des centaines d'hommes et de femmes dévoués à la cause.

Ce sont ces militants précieux et indispensables qui, s'ils ont conscience que la direction de leurs syndicats, et celle de l'ANC qui est à la tête du pays, sont complices de leurs patrons, et s'ils sont à même de proposer à leurs camarades grévistes une politique et une ligne de conduite dictées par leurs seuls intérêts de classe, peuvent mettre en échec l'intransigeance des rois de la mine. Et en tout état de cause, seul un Parti Communiste Révolutionnaire regroupant tous ces militants issus de la lutte et conscients du rôle révolutionnaire de la classe ouvrière pourra, à travers cette lutte ou par la suite, faire déboucher l'énergie et l'enthousiasme des masses exploitées d'Afrique du Sud.

## MADAGASCAR

### **DES COURBETTES POUR LES CAPITALISTES ET DES DISCOURS CREUX POUR LES CLASSES PAUVRES**

Cela fait plus de quatre mois que le nouveau président est en place. Ses premiers actes ont consisté à rassurer les grandes puissances des bonnes dispositions à leur égard et surtout à l'égard des grandes firmes capitalistes, afin que celles-ci reviennent faire des affaires dans le pays. Il est vrai que depuis la chute de Marc Ravalomanana il y a cinq ans, et son remplacement par le régime dit de transition dirigé par Andry Rajoelina, les investissements internationaux s'étaient taris ainsi que les prêts du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union Européenne et d'autres institutions.

Les grandes puissances conditionnaient la reprise de leur relation économique au « retour à l'ordre constitutionnel », c'est-à-dire à la tenue d'élections. Elles ont multiplié les pressions économiques et politiques pour que ces

élections aient lieu. Elles les ont même financées dans une certaine mesure et envoyé leurs observateurs. Les élections ont eu lieu fin 2013, mais le pays avait entretemps progressivement basculé dans des difficultés économiques grandissantes en grande partie liées à l'étranglement que constituait le tarissement des crédits et au ralentissement des échanges qui s'en suivait.

Les entreprises des zones franches, qui traitaient essentiellement avec des opérateurs économiques américains, ont été boycottées par ceux-ci au profit de leurs homologues de certains pays voisins tel que l'Île Maurice. Les capitalistes mauriciens décrochaient les marchés et sous-traitaient ensuite le travail à Madagascar en prélevant leur prébende au passage. Cela défavorisait les entreprises malgaches car c'était

autant de bénéficiaires en moins pour elles. C'est ainsi que de nombreuses entreprises en ont



Kolo Roger (au centre) nommé Premier ministre par Hery Rajaonarimampianina en avril 2014

profité pour se débarrasser de leurs travailleurs et imposer des conditions nettement en recul pour ceux qu'elles gardaient.

Le patronat malgache qui en un premier temps s'accommodait du régime de Rajoelina, s'est progressivement détourné de lui au fur et à mesure que les difficultés économiques se faisaient jour et favorisaient le développement de l'instabilité peu propice à la bonne marche de ses affaires.

Avec la victoire électorale de l'homme d'affaires et ancien ministre de la finance Hery Rajaonarimampianina, tout ce beau monde se frotte les mains et se réjouit à l'idée que les capitaux vont faire leur retour au pays et que les affaires vont reprendre leur cours « *normal* » vu qu'un régime estampillé démocratique est sorti des urnes et qu'il bénéficie d'une certaine reconnaissance internationale. Ce qui n'était pas le cas du régime précédent.

C'est dans le but de rassurer les grandes puissances que le nouveau président Hery, aussitôt élu a effectué une tournée de charme en Europe et aux Etats-Unis et affiché ses bonnes intentions à l'égard des firmes, des institutions financières telles que le FMI et la Banque Mondiale, ainsi que d'autres instances, liées à l'Union Européenne.

Tous ces « *bailleurs de fonds* » ont sans doute été sensibles aux risettes du président à leur égard et aux bonnes dispositions de son gouvernement et des parlementaires toutes tendances confondues. Les grandes puissances et les instances qui dépendent d'elles ont débloqué ou promis quelques prêts au nouveau gouvernement. Une enveloppe de 8 millions d'euros décaissée récemment par L'UE servira,

dit-on, prioritairement à la Chambre de commerce afin que celle-ci favorise la compétitivité du secteur privé. D'une manière ou d'une autre, d'autres sommes si tant est qu'elles soient effectivement débloquées, vont être aussitôt englouties par les grandes sociétés internationales sous forme de commandes et par la petite bourgeoisie nationale avide qui attend avec impatience des retombées juteuses en sa faveur. Cette petite bourgeoisie qui choisit de lier son sort à celui de la grande bourgeoisie des pays développés, veut faire croire, comme l'affirment les journalistes qui défendent sa cause, que l'un des objectifs à atteindre serait l'élévation du taux de croissance. C'est sûr qu'elle y trouverait son compte. Mais même un taux de croissance économique élevé, comme c'est actuellement le cas pour plusieurs pays du continent africain, ne se traduit pas automatiquement par un mieux-être pour les travailleurs et les paysans pauvres. Ceux-ci continuent de survivre dans des conditions effroyables. Les quelques améliorations qu'ils obtiennent sont surtout le fruit des combats acharnés. C'est le cas par exemple des mineurs du platine en Afrique du Sud.

Mais de toute façon le capitalisme mondial est lui-même poussif et en crise. De nombreux dirigeants de pays même riches multiplient des courbettes et accordent de multiples faveurs aux banquiers pour que ceux-ci daignent investir chez eux sans que pour autant elles le fassent. Et un dirigeant d'un pays pauvre comme Madagascar a beau se prosterner comme il le fait, il y a peu de chance que cela se traduise par des retombées significatives en terme de retour des capitaux qui du reste n'ont jamais massivement eu lieu même dans le passé.

Tout cela n'empêche pas le président de faire de beaux discours en direction de la population déshéritée. La lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités sociales sont parait-il, sa priorité. Mais cela reste des discours. Il sait que ces inégalités sont criantes puisque c'est précisément grâce à elles qu'il a bâti sa fortune.

La population pauvre et les travailleurs sont lassés d'attendre les changements en leur faveur promis mois après mois. Auparavant ces changements étaient conditionnés par la tenue des élections et la reconnaissance internationale qui s'en suivrait. Maintenant il faut, parait-il,

patienter pour que la bonne marche des affaires des capitalistes soit effective et que la croissance arrive. Demain ils vont certainement inventer autre chose. Mais les discours même beaux ne

pourront pas tromper durablement ceux qui veulent que ça change en faveur des classes pauvres.

### FRANCE

## L'HYMNE DES TRAVAILLEURS C'EST L'INTERNATIONALE

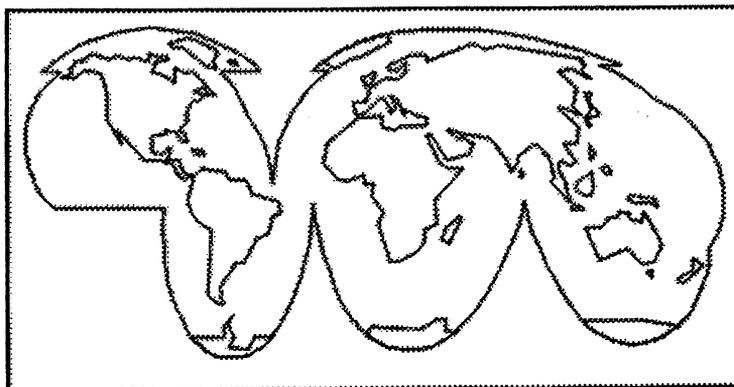
Au cours d'une cérémonie officielle, Taubira, ministre de la Justice, est accusée de n'avoir pas chanté l'hymne national français, la « Marseillaise ».

Cela a provoqué un tollé de protestations de la part de certains dirigeants politiques, de la droite à l'extrême droite: C'est « *inadmissible* », c'est un « *scandale* » ou encore « *l'hymne, c'est sacré, elle doit démissionner* », etc.

Qu'ils se disputent comme des caïmans dans une même eau, leur attachement et leur « amour » à la « Marseillaise » !

Le chant des travailleurs, c'est l'« Internationale », un chant de révolte, de luttes et d'espoir pour un avenir meilleur, débarrassé de l'exploitation capitaliste.

## PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.